

La Suisse est pressée de négocier un accord de libre-échange avec des pays d'Amérique du Sud

# OFFENSIVE SUR LE BŒUF

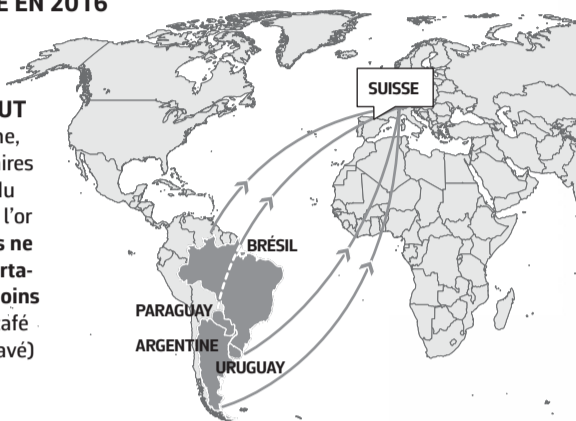
LA VIANDE BOVINE NE REPRÉSENTE, POUR L'INSTANT, QU'UNE PETITE PARTIE DES EXPORTATIONS

PRINCIPALES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES BRÉSILIENNES ET ARGENTINES EN DIRECTION DE LA SUISSE EN 2016



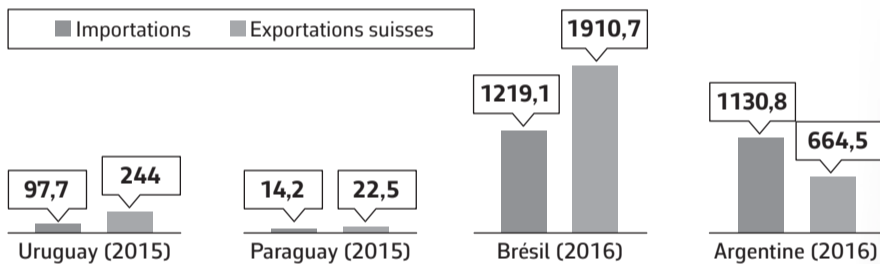
## DE L'OR AVANT TOUT

Le Brésil et l'Argentine, les principaux partenaires de la Suisse au sein du Mercosur, exportent avant tout de l'or en Suisse. Les produits agricoles ne représentent que 33% des exportations brésiliennes en Suisse et moins de 5% de celles argentines. Le café (dont le commerce n'est pas entravé) est la denrée la plus exportée.



Depuis le Brésil				Depuis l'Argentine	
Café	Volaille	Jus de fruits	Viande bovine	Vins	Viande bovine
144 millions de francs	47 millions de francs	33 millions de francs	12 millions de francs	17 millions de francs	12 millions de francs

COMMERCE ENTRE LES PAYS DU MERCOSUR ET LA SUISSE, EN MILLIONS DE FRANCS



Infographie: V. Regidor | Sources: SECO, AFD | Photo: Pixabay

SANDRINE HOCHSTRASSER

**Élevage** ▶ Filets, contre-filets, rumstecks: l'aloyau fait saliver les carnivores. Si la Suisse élève assez de bœufs pour satisfaire sa consommation nationale (quasiment), elle manque de ces pièces de choix, à cuire en quelques secondes, prisées des consommateurs pressés.

Elle importe plus de 5000 tonnes d'aloyaux chaque année, notamment des pays du Mercosur («marché commun du Sud»), l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Mais ces derniers veulent avoir un meilleur accès à nos états. Obtenir des faveurs dans un marché helvétique ultraréglementé.

## Pression européenne

Le bras de fer se joue en ce moment. La Suisse négocie, avec les autres pays de l'AELE (l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) un accord de libre-échange avec le Mercosur. Le but: supprimer les droits de douane pour les machines et les produits industriels «made in Switzerland» exportés dans ces pays. En contrepartie, ceux-ci attendent des concessions sur le marché agricole. En particulier, sur celui de la viande rouge.

Les négociations ont commencé l'année dernière, mais la Suisse est sous pression: l'Union européenne finalise un accord similaire avec le Mercosur, qui couvre 90% du commerce. «L'UE a présenté la semaine dernière de nouvelles propositions pour clore les négociations. Il y a une volonté politique des deux côtés pour boucler l'accord ces

prochaines semaines, avant le début de la campagne pour les élections présidentielles au Brésil», précise Géraldine Kutas, consultante à Bruxelles. Le président français, Emmanuel Macron, d'abord sceptique, soutient désormais une «finalisation rapide», selon la presse hexagonale.

## Paysans aux abois

Notre ministre de l'Économie s'inquiète pour les exportateurs helvétiques, qui risquent de se retrouver désavantagés en Amérique latine par rapport à leurs concurrents européens. Johann Schneider-Ammann martèle depuis plusieurs mois que la Suisse et l'AELE doivent se dépêcher de conclure l'accord avec le Mercosur. Il organise le 20 février un «sommet agricole» avec les acteurs suisses concernés.

Proviande sonde actuellement ses membres... aux intérêts divergents. Les producteurs, les transformateurs, les grands distributeurs et les clients sont représentés au sein de la fédération. Et les deux grands supermarchés à l'enseigne orange n'ont pas les mêmes attentes que les petits agriculteurs. «Nous allons chercher à avoir une position commune, un consensus, d'ici au 20 février», souligne le directeur de Proviande, Heinrich Bucher.

Les paysans sont aux abois. Ils refusent de participer à la table ronde du 20 février, ont-ils communiqué il y a dix jours. «Nous voulons discuter en bilatéral avec Johann Schneider-Ammann. Nous ne voulons pas participer à une discussion avec tous les partenaires: nous serons isolés, sur la défensive», justifie Francis Egger, de l'Union



«Les paysans rejettent toute concession unilatérale»

Francis Egger

suisse des paysans (USP). «Sur le principe, nous ne sommes pas opposés à la conclusion d'accords commerciaux. Mais nous rejetons toute concession unilatérale, en particulier sur des produits sensibles comme la viande de bœuf.»

«La différence de prix entre leur production et la nôtre est trop importante, on ne peut pas rivaliser», renchérit David Rüetschi, secrétaire de l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort.

L'aloyau ne représente que 20% de l'animal désossé... mais 80% du chiffre d'affaires d'une carcasse, rappelle un bon connaisseur. La Suisse protège donc son marché: la loi prévoit pour les importations de viande rouge (bœufs, agneaux, chevaux, etc.) un contingent global de 22 500 tonnes à un taux préférentiel. D'aucuns craignent

que le marché intérieur ne s'effondre si les quantités prévues par le contingent augmentent.

## Suivre le modèle de l'UE

Que mijotent les négociateurs des deux parties? Les paysans se plaignent du manque de transparence. «On ne sait pas quelles propositions ont été faites aux pays du Mercosur», déplore Francis Egger, de l'USP. «C'est encore trop tôt», indique une source bien informée: «Au cours des deux rounds qui ont eu lieu, chaque partie a pu expliquer ses attentes et ses positions. C'est tout.»

Nos voisins, en revanche, sont à bout touchant. Pour la viande de bœuf, l'UE a proposé l'automne dernier d'ouvrir un nouveau contingent de 70 000 tonnes (avec un droit de douane réduit) spécifiquement pour le Mercosur, en plus du contingent actuel de 117 500 tonnes ouvert à tous les pays. Insuffisant, selon les pays d'Amérique latine, qui exportent près de 250 000 tonnes sur le Vieux-Continent. Bruxelles a donc présenté une nouvelle offre mardi dernier. Un contingent de 100 000 tonnes annuelles, selon des informations glanées par *Le Monde*.

La Suisse pourrait s'inspirer du modèle européen et débloquent un contingent pour cette région – en plus du contingent actuel de 22 500 tonnes ouvert à tous les pays. «Il ne s'agit pas de libéraliser totalement le marché, mais plutôt de reconnaître un état de fait: actuellement, on importe près du double de ce qui est prévu dans le contingent!» glisse notre source, proche du dossier. Le débat ne fait que commencer. I

# QUALITÉ CONTESTÉE

Le mode d'élevage doit être mieux indiqué sur les produits des grandes surfaces, réclament les consommateurs.

Peut-on se réjouir de déguster des rumstecks du Brésil, d'Argentine, du Paraguay et d'Uruguay (Mercosur)? Si le poulet brésilien s'est déjà imposé dans la restauration helvétique, la viande de bœuf du Mercosur ne représente que 20% des importations bovines en Suisse. Mais sa consommation pourrait être dopée par un accord de libre-échange, actuellement en négociation.

La Fédération romande des consommateurs (FRC) ne se montre guère enthousiaste. «L'Argentine est connue pour

ses élevages en plein air, mais ce mode d'agriculture est en train de changer: ils ont de plus en plus de fermes d'élevage intensif», remarque Barbara Pfenniger, responsable alimentation de la FRC. En bref, les grains, avec stimulateurs de performance (médicaments), ou les OGM, remplacent progressivement l'herbe des prés.

«Le consommateur doit pouvoir choisir en connaissance de cause: de quel mode d'élevage s'agit-il? Quel type de viande se trouve dans les produits transformés? Trop d'emballages n'indiquent pas ces éléments», critique la représentante de la FRC, qui a lancé une pétition réclamant davantage de transparence. SH

## L'APPÉTIT DE L'INDUSTRIE

Les producteurs de chocolat, de lait en poudre pour bébé ou de capsules de café en Suisse se frottent les mains. Ils pourraient bénéficier d'un accord de libre-échange avec le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay pour exporter leurs produits. L'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) attend également impatiemment que les barrières douanières soient abaissées. «Ce sont avant tout les PME avec des produits de niche qui profiteraient le plus d'un tel accord», précise l'association Swissmem. «Les entreprises suisses du secteur sont confrontées à des droits de douane extrêmement élevés. Ceux-ci s'élèvent en moyenne par exemple à 14% au Brésil. Et les procédures de dédouanement sont très fastidieuses», indique la fédération. SH